

Direction de la mémoire,  
de la culture et des archives

Service Historique de la Défense  
Secrétariat général  
Bureau finances-achats

## **Marché subséquent n°3 au lot 2**

**Prestations de dépoussiérage de 6 faces de documents conditionnés, dépoussiérage et reconditionnement de liasses transférées au Centre des archives de l'armement et du personnel civil (CAAPC), site du service historique de la Défense, dans le cadre de la manœuvre Braibant**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES  
(CCP)**

Accord-cadre n° ARM/SGA/DMCA/SHD/SG/BFA/03/2022

## Table des matières

<b>1</b>	<b>DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>3</b>
1.1	Préambule.....	3
1.2	Documents contractuels régissant le marché subséquent.....	3
<b>2</b>	<b>OBJET – MONTANT – PRIX – PRESTATIONS .....</b>	<b>3</b>
2.1	Objet du marché subséquent.....	3
2.2	Montant du marché subséquent.....	3
2.3	Type et forme de prix du marché subséquent.....	3
2.4	Durée du marché subséquent .....	4
2.5	Reconduction.....	4
2.6	Début d'exécution du marché .....	4
<b>3</b>	<b>MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES .....</b>	<b>4</b>
3.1	Etablissement des bons de commande.....	4
3.2	Délai d'exécution des bons de commande.....	4
<b>4</b>	<b>PASSATION ET EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....</b>	<b>5</b>
<b>5</b>	<b>CARACTERE DES PRIX.....</b>	<b>5</b>
5.1	Prix plafonds de l'accord-cadre et application au marché subséquent.....	5
<b>7</b>	<b>CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE SUBSEQUENT .....</b>	<b>6</b>
7.1	Description des prestations attendues.....	6
7.2	Conditions d'exécution.....	7
7.2.1	Modalités d'exécution.....	7
7.2.2	Remplacement des intervenants.....	7
7.3	Lieux d'exécution des prestations .....	7
7.4	Livrables.....	7
7.5	Contenu des opérations de vérifications.....	8
7.6	Normes.....	8
7.7	Fourniture et mise en œuvre des matériaux.....	8
7.8	Qualité des produits et agréments .....	8
<b>8</b>	<b>SOUS-TRAITANTS .....</b>	<b>8</b>
<b>9</b>	<b>Résiliation.....</b>	<b>9</b>
<b>10</b>	<b>Suivi du marché.....</b>	<b>10</b>
<b>11</b>	<b>Pénalités.....</b>	<b>10</b>
<b>12</b>	<b>Tribunaux compétents .....</b>	<b>10</b>
<b>13</b>	<b>Règlement amiable des litiges.....</b>	<b>10</b>
<b>14</b>	<b>Entité liquidatrice, ordonnateur, comptable assignataire et condition d'envoi des factures .....</b>	<b>11</b>
<b>15</b>	<b>Dérogations.....</b>	<b>11</b>

## **1 DOCUMENTS CONTRACTUELS**

### **1.1 Préambule**

Le présent CCP est constitué de deux volets : des clauses dites administratives particulières d'une part et des clauses dites techniques particulières d'autre part. Il organise les conditions propres à l'exécution du marché public.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de l'ensemble des clauses contenues dans le présent marché subséquent.

### **1.2 Documents contractuels régissant le marché subséquent**

La liste des documents contractuels régissant le marché subséquent figure ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre n° ARM/SGA/DMCA/SHD/SG/BFA/03/2022 notifié le 06 février 2023 et son annexe 1, le bordereau de prix (BP) ;
- L'acte d'engagement du marché subséquent n°3 au lot 2 et son annexe 1, le bordereau de prix ;
- Le présent cahier des clauses particulières et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre n° ARM/SGA/DMCA/SHD/SG/BFA/03/2022 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre n° ARM/SGA/DMCA/SHD/SG/BFA/03/2022 ;
- Le cahier des clauses administratives générales pour les fournitures courants et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales pour les fournitures courantes et de services ;
- Les modifications du marché public ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Le devis du titulaire.

## **2 OBJET – MONTANT – PRIX – PRESTATIONS**

### **2.1 Objet du marché subséquent**

Le marché subséquent a pour objet :

- le dépoussiérage extérieur 6 faces de documents conditionnés ainsi qu'une prestation de désinfection ponctuelle ou un traitement en machine Docursan avec une estimation de 10 % de documents touchés (cellules 7, 8, 9, 10, 11 du CAAPC à Châtellerault, site du Service historique de la Défense).
- le dépoussiérage extérieur et le reconditionnement de 800 liasses.

### **2.2 Montant du marché subséquent**

Le présent marché subséquent est conclu sans montant minimum et sans montant maximum.

Le montant estimatif de l'ensemble des prestations est de 109 999,75 € HT soit 131 999,70 € TTC.

### **2.3 Type et forme de prix du marché subséquent**

Le marché subséquent est passé sur la base des prix mentionnés dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement. Ce bordereau des prix est composé de prix unitaires (établis sur la base de devis transmis cf. annexe 2 au présent document).

Les prix du marché subséquent sont construits sur la base des prix plafonds de l'accord-cadre et ne pourront en aucun cas être supérieurs aux prix plafonds contractualisés au titre de l'accord-cadre.

CCP Lot n°2 – AC n° ARM/SGA/DMCA/SHD/SG/BFA/03/2022 – MS n°3 : « Prestations de dépoussiérage de 6 faces de documents conditionnés, dépoussiérage et reconditionnement de liasses transférées au Centre des archives de l'armement et du personnel civil (CAAPC), site du service historique de la Défense, dans le cadre de la manœuvre Braibant »

Le prix plafond applicable pour chaque prestation commandée est le prix qui figure dans la colonne de prix du bordereau de prix unitaire correspondant à la quantité commandée au titre du marché subséquent concerné.

Dans tous les cas, les prix du marché subséquent sont définitifs et fermes.

## **2.4 Durée du marché subséquent**

La durée du marché subséquent est d'un (1) an à compter de la date de début d'exécution fixée dans la lettre de notification.

## **2.5 Reconduction**

Le marché subséquent n'est pas reconductible.

## **2.6 Début d'exécution du marché**

Le début d'exécution des prestations est précisé dans la lettre de notification ou à défaut, commence au lendemain de la date de notification du marché subséquent.

# **3 MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES**

## **3.1 Etablissement des bons de commande**

Les bons de commande sont établis sur la base des prix unitaires, indiqués à l'annexe n°1 de l'acte d'engagement (bordereau de prix unitaires).

Chaque bon de commande précise notamment :

- La référence de l'accord-cadre ;
- La référence du bon de commande (numéro et date) ;
- La référence du devis accepté par le pouvoir adjudicateur ;
- Le site concerné
- La désignation de chaque prestation à réaliser ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) ;
- La date de prestation souhaitée ;
- Les quantités commandées ;
- Les montants totaux hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) de la commande ;
- Le taux de la TVA ;
- Le montant de la TVA ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) associé au bon de commande.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception (fax, courrier A/R, courriel, PLACE...).

La date de réception du bon de commande tient lieu de date de notification de celui-ci.

## **3.2 Délai d'exécution des bons de commande**

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant doit se rapprocher du titulaire afin de déterminer conjointement une date de réalisation des prestations, cette date est mentionnée sur le bon de commande concerné. Si le bon de commande ne comporte pas de date d'exécution de la prestation demandée, le délai d'exécution du bon de commande est de 72h maximum à compter de la notification de celui-ci.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Tout bon de commande, notifié pendant la période de validité de l'accord-cadre, doit être exécuté jusqu'à son CCP Lot n°2 – AC n° ARM/SGA/DMCA/SHD/SG/BFA/03/2022 – MS n°3 : « Prestations de dépoussiérage de 6 faces de documents conditionnés, dépoussiérage et reconditionnement de liasses transférées au Centre des archives de l'armement et du personnel civil (CAAPC), site du service historique de la Défense, dans le cadre de la manœuvre Braibant »

terme. L'exécution du bon de commande peut néanmoins se poursuivre au-delà de cette durée, notamment pour assurer la continuité de la prestation. Toutefois, la durée d'exécution du bon de commande ne saurait excéder trois mois après le terme de l'accord-cadre.

#### **4 PASSATION ET EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS**

Des dispositions administratives particulières applicables à un marché subséquent peuvent être intégrées dans le corps dudit marché subséquent. Elles ne peuvent être invoquées par les différentes parties à l'accord-cadre que dans le cadre de ce seul marché subséquent. En toute hypothèse et sous peine de nullité, ces dispositions supplémentaires ne doivent en aucun cas constituer une modification substantielle des termes fixés au sein du présent accord-cadre.

Le marché subséquent est notifié au titulaire avant tout commencement d'exécution.

#### **5 CARACTERE DES PRIX**

##### **5.1 Prix plafonds de l'accord-cadre et application au marché subséquent**

Les prix de l'accord-cadre définis dans l'annexe de prix citée à l'article 1.1.1 constituent des prix plafonds. Les prix du marché subséquent proposés par le titulaire doivent être construits sur la base des prix plafonds de l'accord-cadre et ne pourront en aucun cas être supérieurs aux prix plafonds contractualisés au titre de l'accord-cadre.

Le prix plafond applicable pour chaque prestation commandée est le prix qui figure dans la colonne de prix du bordereau de prix unitaire correspondant à la quantité commandée au titre du marché subséquent concerné.

#### **6 MARCHE SENSIBLE**

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire du marché sensible s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans les lieux ou locaux auxquels le titulaire, sans avoir besoin de connaître de ces informations classifiées, aura accès pour l'exécution du marché.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- l'instruction générale interministérielle n°1300/SGDSN/PSE/PSD sur la protection du secret de la défense nationale du 9 août 2021 portant approbation de ladite instruction ;
- l'instruction ministérielle n° 900/DEF/CAB/DR du 15 mars 2021 sur la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles ;
- l'article 5 du CCAG/FCS, applicable au présent marché.

Par ailleurs, le titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- qu'il n'a pas à connaître ou détenir, pour l'exécution du marché, d'informations couvertes par le secret de la défense nationale ;
- qu'il a pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du Code pénal.

Le titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de la présente clause de protection du secret.

Les personnes devant participer aux prestations du présent marché, ayant besoin pour l'exécution de ces prestations d'accéder à des locaux contenant des informations ou supports classifiés, mais n'ayant pas besoin de connaître de ces informations, devront préalablement avoir fait l'objet d'un **contrôle élémentaire** conformément à l'instruction interministérielle précitée et avoir reçu une autorisation de la part de l'autorité responsable du site.

Pour cela, le titulaire s'engage :

- à ne présenter à ce contrôle que des personnes appartenant en propre à son entreprise, à l'exclusion de tout employé occasionnel ou intérimaire, et à remplacer immédiatement toute personne qui n'aura pas été autorisée ;
- à faire signer par ces personnes, appelées sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations du présent marché, une déclaration individuelle par laquelle lesdites personnes attestent avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et qu'elles n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale ;
- à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations contenant des informations ou supports classifiés ;
- à remettre à l'autorité responsable du site la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution ;
- à informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

## **7 CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE SUBSEQUENT**

### **7.1 Description des prestations attendues**

Les différentes prestations auront lieu dans le bâtiment E du CAAPC. Ce bâtiment, de construction récente, abrite des cellules de conservation avec régulation de la température et de l'hygrométrie. Il comporte des rayonnages mobiles de 6 tablettes à déplacement manuel, le dernier niveau étant situé à environ 2 m de hauteur. Les allées de circulation sont très larges pour mener aux cellules et facilitent le déplacement de matériel de dépoussiérage encombrant.

L'accès au bâtiment est aisé. Le déplacement et la pose de matériel sont facilités par les espaces de déambulation tant dans le couloir de circulation que dans les cellules. Des prises électriques sont facilement à disposition.

#### **Bâtiment E, 1<sup>er</sup> étage (cellules 7,8,9,10,11).**

L'essentiel de la prestation demandée concerne en un simple dépoussiérage extérieur 6 faces de documents conditionnés (90 % d'une cellule). Une prestation de désinfection ponctuelle ou un traitement en machine Docursan sera réalisée au besoin sur une estimation de 10 % de ces 5 cellules.

En détail :

Les boîtes concernées sont de dimensions et de matériaux divers (carton celloderme, polypropylène, carton non neutre, ...)

Chaque cellule conserve environ 1,9 kml d'archives.

**Dépoussiérage de 5 cellules : 8 550 ml** (1710 ml par cellule) ;

**Désinfection de 10 % de 5 cellules : 950 ml** (190 ml par cellule).

#### **Bâtiment E, la cellule est à définir**

*(le numéro de cellule n'est pas connu à ce jour. Il sera transmis ultérieurement au prestataire).*

La prestation demandée consiste en un dépoussiérage extérieur et au reconditionnement de 800 liasses de dimensions 38 \* 27 cm. (Pour information, ces documents sont actuellement conservés dans un autre site du SHD et seront transportés ultérieurement pour être affectés dans une cellule du bâtiment E du CAAPC.)

CCP Lot n°2 – AC n° ARM/SGA/DMCA/SHD/SG/BFA/03/2022 – MS n°3 : « Prestations de dépoussiérage de 6 faces de documents conditionnés, dépoussiérage et reconditionnement de liasses transférées au Centre des archives de l'armement et du personnel civil (CAAPC), site du service historique de la Défense, dans le cadre de la manœuvre Braibant »

## 7.2 Conditions d'exécution

### 7.2.1 Modalités d'exécution

Les conditions générales d'exécution du marché subséquent sont définies à l'article 3 du CCTP de l'accord-cadre. Le titulaire du marché est tenu à une obligation de résultats, c'est-à-dire à mettre en place l'organisation, le personnel et les moyens matériels nécessaires à la réalisation des prestations.

### 7.2.1 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son cadre de réponse remis dans l'offre.

Aucune personne non autorisée ne peut intervenir dans l'exécution des prestations. **Tout nouvel intervenant devra préalablement être présenté au représentant du pouvoir adjudicateur pour approbation et satisfaire le contrôle élémentaire.**

### 7.2.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants des titulaires. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

## 7.3 Lieux d'exécution des prestations

Le présent marché subséquent s'exécutera sur le site de Châtelleraut à l'adresse suivante :

Centre des archives de l'armement et du personnel civil

211 Grand-rue de Châteauneuf CS 50650

86106 Châtelleraut

## 7.4 Livrables

Le titulaire du marché subséquent devra transmettre les livrables suivants :

Nature du livrable	Format	Echéance	Destinataire
Tableau de suivi du chantier	Électronique	Chaque fin de semaine jusqu'à la fin du chantier (le jour de la semaine sera fixé conjointement avec le titulaire)	SHD
Rapport de fin de prestations	Electronique	15 jours après l'achèvement des prestations	SHD

## **7.5 Contenu des opérations de vérifications**

1. Dépoussiérage : une vérification par échantillonnage aura lieu sur chaque grand ensemble d'articles (atlas, portefeuilles et liasses) ; au-delà de 10% des documents dont le dépoussiérage sera jugé comme insuffisant, la prestation sera rejetée par le SHD.
2. Conditionnement des documents : des vérifications par échantillonnage auront lieu à mesure de l'avancée du chantier et porteront sur le respect de l'ordre de classement ; au-delà de 5% des documents dont le conditionnement sera jugé comme insuffisant, la prestation sera rejetée par le SHD.

## **7.6 Normes**

Les prestations du marché subséquent doivent satisfaire aux exigences des normes (parties, chapitres ou paragraphes de normes) référencées dans le CCTP en vigueur à la date de signature de l'accord-cadre et du marché subséquent par le titulaire, ou à tout autre référence accessible au pouvoir adjudicateur ou son représentant dont le titulaire devra démontrer l'équivalence, en termes de résultats, sauf dérogations qu'il lui appartient de solliciter de l'autorité signataire de l'accord-cadre.

Il appartient au titulaire d'obtenir l'accord de l'autorité signataire de l'accord-cadre et du marché subséquent considéré (ou les personnes habilitées) pour utiliser :

- de nouvelles normes qui apparaîtraient au cours de l'exécution de l'accord-cadre, à la place de celles citées dans l'accord-cadre,
- des normes d'indice autre que celui cité dans l'accord-cadre

et qui présenteraient un intérêt vis-à-vis des prestations prévues au contrat.

## **7.7 Fourniture et mise en œuvre des matériaux**

Les matériels et matériaux utilisés doivent être de première qualité et exempts de tout défaut pouvant mettre en cause leur stabilité, leur efficacité et l'aspect des objets après restauration.

Le SHD se réserve le droit d'effectuer à tout moment des prélèvements, essais et analyses sur les matériaux mis en œuvre.

## **7.8 Qualité des produits et agréments**

Tous les produits utilisés, de même que leur mise en œuvre, doivent être autant que possible réversibles, stables et adaptés à l'œuvre (techniques d'exécution, supports, matériaux, ...).

Les produits utilisés, leur mode de présentation (solide, liquide), leur mode opératoire et les choix de mise en œuvre prévus sont à soumettre au correspondant du SHD avant le début de la prestation. Ce dernier peut exiger des essais avant toute exécution définitive, ainsi que des contrôles de laboratoire. Le titulaire doit impérativement fournir au SHD dans son rapport les fiches techniques détaillées des produits qu'il utilise.

# **8 SOUS-TRAITANTS**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite. Il est en outre également interdit de confier toute ou partie de la prestation à des personnes non autorisées.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.



Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

En effet, les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes pour les tâches à effectuer à celles des personnes désignées dans le cadre de réponse présentée par le titulaire.

Pour ce faire, le titulaire devra alors fournir :

- Pour évaluer les capacités professionnelles du sous-traitant : la présentation d'une liste de services (références), effectuées en propre par le sous-traitant, au cours des trois dernières années ainsi que les titres d'études et professionnel demande au titulaire ;
- Pour évaluer les capacités financières du sous-traitant : une déclaration concernant le chiffre d'affaires global HT réalisé au cours du dernier exercice disponible.

De plus, pour chaque sous-traitant présente en cours d'exécution du marché public, le titulaire doit joindre au projet d'acte spécial :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner ;
- Pour une sous-traitance d'un montant supérieur à 5 000 € HT, une attestation sur l'honneur justifiant que l'opérateur économique est à jour de ses cotisations sociales et fiscales au 31/12 de l'année précédant la demande ;
- Un relevé d'identité bancaire.

Le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un (21) jours à compter de la réception de l'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Si le titulaire transgresse les obligations exposées précédemment, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 41 du C.C.A.G./FCS., soit la résiliation du marché public à ses torts sans qu'il ne puisse prétendre à aucune indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques (Cf. article 45 du C.C.A.G./FCS).

Les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché public. Ils ne peuvent en aucun cas être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché public.

Le titulaire reste responsable des interventions de ses sous-traitants. Le titulaire prend toutes dispositions pour assurer la coordination de l'intervention de son ou ses sous-traitants agréés.

En cas de sous-traitance, les demandes d'intervention seront notifiées uniquement au titulaire du marché public qui se chargera, le cas échéant, de les communiquer à son sous-traitant aux fins d'exécution des prestations. Les délais d'intervention courent à compter de la notification des demandes d'intervention au titulaire du marché public.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'organiser une réunion à laquelle seront tenus d'assister le titulaire et son(s) sous-traitant(s) aux fins de présentation de l'institution, de ses sites et des conditions d'exécution des prestations.

Pour les sous-traitants à paiement direct, le signataire du marché subséquent détient les déclarations résultant de l'application de l'article L2193-5 du code de la commande publique.

Pour les sous-traitants non admis au paiement direct, le présent marché subséquent a valeur d'acceptation des sous-traitants dont la liste figure en annexes à l'acte d'engagement et d'agrément de leurs conditions de paiement.

## **9 Résiliation**

Les dispositions de l'article 11.2 du CCAP N° ARM/SGA/DMCA/SHD/SG/BFA/02/2022 s'appliquent.

## 10 Suivi du marché

Le bureau finances-achats assure le suivi juridique du marché, incluant notamment la rédaction et la passation d'éventuels avenants. Ce bureau est également rendu destinataire de toute anomalie constatée dans la prestation effectuée.

A ce jour, la personne en charge du suivi juridique pour la personne publique est :

Le commissaire de 2<sup>ème</sup> classe Camille ALVES-DOMINGUES, chef de la section achats – Secrétariat Général – Service historique de la Défense — Ministère des armées : [camille.alves-domingues@intradef.gouv.fr](mailto:camille.alves-domingues@intradef.gouv.fr)

A ce jour, le suivi de la prestation est assuré par :

M. Yoric SCHLEEF, adjoint au chef (chef de centre par intérim) du Centre des archives de l'armement et du personnel civil (CAAPC) – Service historique de la défense – Ministère des Armées : [yoric.schleef@intradef.gouv.fr](mailto:yoric.schleef@intradef.gouv.fr)

Mme Fleur-Helene LEBRETON, CAAPC, Chargée de conservation préventive du Centre des archives de l'armement et du personnel civil (CAAPC) - Service historique de la défense – Ministère des Armées : [fleur-helene.lebreton@intradef.gouv.fr](mailto:fleur-helene.lebreton@intradef.gouv.fr)

Mme Agnes SANTOS-TORRES, chef du bureau conservation-restauration (BCR)

Mme Elena STORTI – Chargée de conservation préventive - bureau conservation-restauration (BCR) - Département du Pilotage Scientifique et technique (DPST) - Service historique de la Défense — Ministère des armées : [agnes.santos-torres@intradef.gouv.fr](mailto:agnes.santos-torres@intradef.gouv.fr) [elena.storti@intradef.gouv.fr](mailto:elena.storti@intradef.gouv.fr) .

Le pouvoir adjudicateur notifie toute modification des interlocuteurs au Titulaire.

Le            Titulaire            désigne            en            la            ou            les            personne(s)            de  
.....  
.....  
.....  
.....

(Nom, prénom, numéro de téléphone, adresse courriel à compléter par le prestataire), le ou les interlocuteur(s) du SHD, pour les besoins de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à informer, sans délai, le pouvoir adjudicateur de toute modification d'interlocuteur désigné.

## 11 Pénalités

Les dispositions de l'article 7.4 du CCAP N° ARM/SGA/DMCA/SHD/SG/BFA/03/2022 s'appliquent.

## 12 Tribunaux compétents

Le présent marché subséquent passé sur son fondement sont soumis au droit français et les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges. Aussi, conformément à l'article R312-1 du Code de justice administrative, le tribunal territorialement compétent est celui de Melun.

## 13 Règlement amiable des litiges

Les dispositions de l'article 11.5 du CCAP N° ARM/SGA/DMCA/SHD/SG/BFA/03/2022 s'appliquent.

## **14 Entité liquidatrice, ordonnateur, comptable assignataire et condition d'envoi des factures**

### *○ Règlement des sommes dues*

Le règlement des sommes dues en vertu du présent marché subséquent est effectué dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG/FCS.

Les règlements seront effectués par virement au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire. Si le titulaire est un groupement solidaire, les règlements s'effectueront conformément au mandat donné au mandataire par chaque membre du groupement concerné.

L'adresse comptable assignataire est mentionnée dans le marché subséquent concerné.

### *○ Production des factures*

Conformément aux dispositions des articles L.2192-1 à L.2192-3 du code de la commande publique, le titulaire du marché subséquent et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct doivent transmettre leurs factures sous forme électronique.

La transmission et la réception des factures est effectuée sur le portail public de facturation Chorus-pro, accessible à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

### *○ Contenu de la facture*

Pour l'ensemble des opérations du marché subséquent, chaque facture devra impérativement comprendre les mentions prévues par le décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, ainsi que les indications suivantes (liste non exhaustive) :

- Le numéro comportant dix chiffres, correspondant à l'engagement juridique du devis
- Le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application « Chorus »
- le numéro de l'accord-cadre,
- le numéro du marché subséquent,
- le lot concerné
- son objet,
- le détail des prestations exécutées,
- la date des prestations exécutées,
- le montant HT et TTC des prestations,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant toutes taxes comprises des prestations.

## **15 Dérogations**

Cet article est renvoyé à l'article 13 du CCAP n°ARM/SGA/DMCA/SHD/SG/BFA/03/2022.

L'article 11 « Pénalités » du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

En l'absence de dispositions spécifiques prévues dans ce présent CCP pour régler une situation à venir, les dispositions du CCAP de l'accord-cadre s'appliquent de plein droit.